



Des paysans ougandais ont visité une entreprise de multiplication de semences en Chine dans le cadre d'un voyage d'étude.

La Coopération Sud-Sud au service de la sécurité alimentaire: réalisations et enjeux pour la FAO

La FAO soutient la coopération Sud-Sud (CSS) depuis plus de 17 ans. Plus de cinquante projets CSS ont été mis en œuvre depuis 1997 dans le cadre de programmes spéciaux et nationaux de sécurité alimentaire. Plus de 1800 experts et techniciens de 13 pays – dont la Chine, le Vietnam, Cuba, l'Inde, les Philippines, le Maroc, l'Égypte, etc. – ont été détachés sur le terrain pour des périodes de deux à trois ans dans une cinquantaine de pays, essentiellement en Afrique, mais également en Asie, dans le Pacifique et les Îles des Caraïbes.

La coopération Sud-Sud est une mise en commun et un échange de solutions de développement – connaissances, expériences et bonnes pratiques, politiques, technologies et ressources – entre 'pays du Sud'. La caractéristique des projets CSS est qu'ils favorisent une interaction directe entre les agents de développement et les communautés locales. Il s'agit donc de partenariats entre acteurs sur un pied d'égalité qui font un apprentissage mutuel. Des experts sont détachés dans un pays étranger et vivent dans des communautés rurales sur des périodes suffisamment longues pour qu'il se crée un climat de confiance et un échange véritable et approfondi d'expériences.

Déplacer les cerveaux

La plupart des expériences partagées ne sont pas formellement structurées. Elles existent sous forme de connaissances tacites, c'est-à-dire des «savoirs latents dans une large mesure

– que l'on ne trouve pas dans les livres, mais qui se trouvent dans la tête des personnes qui doivent les mettre en pratique». Il faut du temps et de la patience pour parvenir à ce type d'échange. «Le savoir tacite s'acquiert essentiellement par la pratique» et n'est le fruit d'aucun système formalisé d'éducation et de formation, comme le souligne Ricardo Hausmann, professeur d'économie à l'Université de Harvard, où il est également Directeur du Centre pour le développement international. A son avis, il est plus facile de déplacer des cerveaux que de faire rentrer des connaissances tacites dans des cerveaux.

Et justement, les agriculteurs sont d'authentiques experts, même quand ils sont analphabètes. Leur savoir-faire s'est construit de génération en génération, au fil des siècles et des millénaires. Il est par conséquent important de mettre en contact les cultivateurs (et les personnes qui les appuient, tels que vulga-

risateurs et chercheurs) qui affichent de bons niveaux de productivité dans un environnement donné avec d'autres agriculteurs qui luttent contre la pauvreté dans des environnements similaires.

La nouvelle stratégie de coopération Sud-Sud de la FAO prévoit des actions non seulement au niveau des communautés, mais aussi au niveau des institutions et des politiques. Elle prévoit une vaste gamme de modalités de coopération – missions d'experts à court ou moyen terme, voyages d'études, visites de formation, échange de programmes de formation, réunions en ligne et visioconférences. Le but est toujours le même: partager toutes les formes d'expériences et de connaissances, y compris tacites, par une interaction humaine directe. Au-delà de l'initiative FAO/CSS, la FAO encourage la coopération Sud-Sud de multiples façons. A chaque fois qu'une expertise doit être mobilisée par l'intermédiaire d'un projet FAO,

il est utile, voire nécessaire, de vérifier la pertinence de l'option coopération Sud-Sud. Cela implique que la FAO et ses partenaires du Nord doivent apprendre à dresser un bilan des expériences importantes dans le Sud du monde. La FAO et ses partenaires devraient identifier des institutions clés du Sud pouvant servir de véritables centres d'excellence, coopérer étroitement avec elles et tirer des leçons de leurs expériences.

Les acteurs du développement doivent s'attacher à renforcer les institutions existantes, même celles qui sont fragiles et de courte durée (gouvernement, société civile ou secteur privé), car seules les institutions peuvent soutenir un impact viable à long terme. Face à l'incapacité des institutions d'Etat de fournir des biens publics, la société civile ou les institutions privées prennent souvent le relais. La coopération Sud-Sud devrait par conséquent faciliter la création de nouveaux partenariats avec les institutions qui représentent le secteur privé et la société civile.

De la Chine à l'Afrique

On peut citer une diversité d'exemples de coopération Sud-Sud menée à bien dans le cadre de l'initiative CSS de la FAO. La Chine a détaché près de 1000 coopérants dans plus de 25 pays, dont l'Ethiopie, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda et le Sénégal. Rien qu'au Nigeria, près de 700 de ces agents ont été déployés sur le terrain dans les 36 états du pays. Leur travail a été si apprécié, en particulier dans le secteur de l'aquaculture, que le Gouvernement du Nigeria finance désormais à partir de son propre budget le détachement de techniciens chinois supplémentaires, qu'ils vont interviewer et recruter directement en Chine, avec le plein appui des autorités chinoises.

Le Gouvernement chinois soutient actuellement des projets CSS mis en œuvre par la FAO dans sept pays africains ainsi qu'en Mongolie, par le biais d'un fonds fiduciaire de 30 millions de dollars EU. De même, les experts vietnamiens ont aidé la Namibie, le Tchad, le Sénégal et le Mali à accomplir de grands progrès en matière de sécurité alimentaire, grâce à l'aquaculture, la gestion de l'eau, la riziculture et la diversification de la production vivrière. La présence de spécialistes cubains a été cruciale lors de l'introduction de la micro-irrigation, des semences et du matériel végétal amélioré au Cap-Vert.

Naturellement, les difficultés et les échecs n'ont pas manqué. Dans certains cas, la préparation insuffisante des équipes de coopération s'est traduite par leur rapatriement anticipé. Parfois, les barrières linguistiques ont nécessité le recours à des interprètes et une meilleure

formation /sélection des coopérants avant leur départ. Les gouvernements hôtes n'ont pas toujours été en mesure de s'acquitter de leurs obligations (logement, transport et soutien opérationnel).

En outre, il est arrivé que le personnel local remette en cause la pertinence de ces experts de l'étranger, notamment dans des cas où leurs rémunérations étaient très faibles par rapport aux traitements internationaux, mais restaient supérieures aux salaires locaux. Il arrive que le personnel des pays d'accueil estime que la priorité doit être accordée aux diplômés locaux dans l'allocation des ressources et des emplois. Autre question importante: la proportion de femmes dans les équipes de coopération tend à être très faible, et la connaissance du contexte culturel et des rôles spécifiques à chaque sexe est souvent limitée à la conception du projet, ce qui donne lieu à des actions peu sensibles au genre. Ces difficultés sont inhérentes à la démarche et doivent être réglées par un dialogue renforcé s'inscrivant dans la durée. La coopération Sud-Sud ne peut être développée en un jour et la FAO apprend par la pratique.

Les gouvernements s'enrichissent grâce aux expériences mutuelles. Ils font des concessions quant à la manière habituelle de procéder à l'échange d'expertise et de connaissances. Par exemple, ils détachent des « experts » internationaux (niveau maîtrise) et des « techniciens » (niveau Bac) à un coût très modéré.

Il existe un esprit de coopération Sud-Sud, fait d'altruisme, de volonté de rencontre et de

Quatre grands axes d'intervention

* Décideurs

Fournir un appui politique en amont
Niveau des politiques

* Experts

Promouvoir des réseaux/plateformes de connaissances
Niveau institutionnel

* Agents de développement

Faciliter l'échange de solutions de développement
Niveau communautaire

* Créer un environnement propice à la CSS

partage, de solidarité et de générosité entre partenaires à part entière. Cela simplifie grandement les choses et fait faire des économies. La coopération Sud-Sud est donc aussi une « bonne affaire » !

* Pour en savoir plus, contacter:

Festus Akinnifesi, Coopération Sud-Sud, FAO
Festus.Akinnifesi@fao.org
southsouthcooperation@fao.org
www.fao.org/southsouthcooperation/fr/



Des experts chinois réalisent une étude de base sur les marchés agricoles au Sénégal.